



**La rentrée sociale sera brûlante !**

## **Le 7 septembre, tous en grève et dans la rue !**

**10h Cours Prince impérial Parking Carrefour**

**Le gouvernement et le patronat ont la ferme volonté de faire payer la réforme des retraites aux seuls salariés et retraités : report de l'âge légal à 62 ans ; recul de 65 à 67 ans de l'âge ouvrant droit au taux plein ; allongement à 41,5 ans de la durée de cotisation ; maintien de la décote ; attaque contre la catégorie active dans la Fonction publique, balayant d'un revers de main la reconnaissance de la pénibilité ; remise en cause de tous les droits à départ anticipé.**

**Si elle est appliquée, il s'agira d'une des réformes les plus dures menées en Europe.**

Totalement injuste, ce projet fait reposer 85% de l'effort financier sur les seuls salariés.

Les différentes mesures de recul de l'âge de départ conduiront à ce que d'ici 2016, un million d'emplois ne soient plus disponibles pour les jeunes arrivant sur le marché du travail. Auxquels s'ajouteront les 300 000 emplois supprimés par le gouvernement dans la Fonction publique d'ici 2012 !

Comment peut-on demander aux salariés de travailler plus long-temps alors que les jeunes subissent un taux de chômage de 20% et que 2 salariés sur 3 n'ont plus d'emploi à 60 ans ?

Les réformes de 1993 de 2003 et de 2010 ont toutes mis à contribution les seuls salariés.

Qui peut imaginer un maçon à plus de 60 ans travaillant été comme hiver, une infirmière au même âge soulevant des malades de plus de 80kg, ou un élagueur se balançant en haut d'une châtaigneraie après la soixantaine.

Qu'elle entreprise aurait un intérêt quelconque à garder des salariés âgés, usés, plus ou moins bien payés alors que des centaines de jeunes dynamiques et volontaires, prêts à accepter des salaires nettement inférieurs se pressent à sa porte ?

Cette réforme est une aberration économique, un contre-sens social et une injustice caractérisée.

Le gouvernement a pris la mesure de la mobilisation, omni-présent dans les médias il affiche une arrogante insolence mais devra affronter l'ensemble des organisations syndicales, et des partis politiques progressistes.

## **Le constat syndical**

**Le niveau moyen des pensions diminuera de 25 % en 10 ans**

**La réforme française est une des plus dures d'Europe et surtout une des plus brutales au regard de la rapidité de sa mise en place**

**La France a la durée de cotisation la plus élevée d'Europe (41.5 ans), elle induit une réduction substantielle du niveau moyen des pensions**

**Les femmes seront plus touchées que les hommes au regard de leur parcours souvent moins linéaire, elles devront attendre 67 ans ou accepter des pensions de misère**

**Le chômage des jeunes sera directement impacté par le recul de l'âge de départ à la retraite**

**La France est un des seuls pays d'Europe à s'être calée sur l'indice des prix pour le calcul de la pension à sa liquidation.**

**Pour un retrait du projet**

Les solutions durables de financement de nos régimes de retraites se trouvent ailleurs que dans les poches des fonctionnaires et salariés du privé

C'est clair, Sarkozy et Parisot programment la baisse des salaires et des pensions, une aggravation du chômage et une accélération de l'offensive contre les services publics et la Fonction publique !

### Ne les laissons pas faire !

Le 24 juin, des centaines de milliers de citoyens étaient en grève

et dans la rue. Nous pouvons et devons amplifier ce rapport de force !

Les organisations syndicales dans leur ensemble refusent aujourd'hui le diktat du gouvernement et du Medef et elles appellent toutes à l'action.

**Le 7 septembre, tous ensemble, public-privé, soyons massivement en grève et dans la rue pour mettre en échec le gouvernement et exiger des choix de progrès social !**

## La CGT revendique :

- Pour tous, privé et public, le droit à la retraite à 60 ans, avec une pension à 75 % du salaire pour une carrière complète, une meilleure prise en compte de la pénibilité et aucune pension inférieure à 1600 €.
- Un financement mettant fortement à contribution les profits des entreprises et les hauts revenus.
- Des augmentations salariales, permettant le rattrapage des pertes subies depuis des années..
- Une réelle politique de l'emploi
- L'arrêt de la casse méthodique de la Fonction publique
- La prise en compte des années d'études supérieures et de chômage non indemnisé dans le calcul de la durée de cotisation.
- La reconnaissance de la pénibilité

## Les chiffres de la rentrée

**22,6 milliards d'€**

C'est le coût du projet de réforme des retraites pour les salariés.

**4,4 milliards d'€**

C'est le montant de la participation symbolique demandée par le gouvernement aux entreprises et hauts revenus pour les retraites.

**20 milliards d'€**

C'est ce que rapporterait, en euros, la mise à contribution des revenus financiers des entreprises, s'ils étaient soumis à la cotisation retraite patronale.

C'est aussi, en dollars, le montant estimé de la fortune personnelle de Liliane Bettencourt !

**10 milliards d'€**

C'est selon la Cour des Comptes ce que peut rapporter pour les retraites la mise à contribution des revenus non soumis à cotisation (intéressement, stock options, participation,...).

Le 7 septembre 10h Cours Prince Impérial

Parking Carrefour

## Bulletin de syndicalisation

Je souhaite :  prendre contact  me syndiquer  participer à une formation d'accueil

Nom - Prénom : .....

Adresse personnelle : .....

Entreprise ou établissement : .....

Téléphone : ..... Email : .....

Bulletin à remettre à un-e militant-e Cgt ou à retourner à :  
Union départementale CGT de Corse du sud av du Cdt Biancamaria res u Piopu 20090 Ajaccio

*la cgt de Corse du sud  
a déposé un préavis  
de grève couvrant  
tout le département*

